



Cameroon Patriotic Diaspora) .Le dictateur Paul Barthélemy Biya a annoncé la tenue des élections législatives et municipales au Cameroun pour le 09 février 2020. Comme pour la présidentielle du 07 octobre 2018, ces élections sont convoquées alors qu'aucun des problèmes les plus cruciaux du pays n'a reçu le moindre début de solution et que le pays reste partitionné de fait.

La guerre se poursuit sans relâche dans le Nord-ouest et le Sud-Ouest avec son lot d'atrocités au quotidien, et les conditions électorales sont exactement les mêmes que celles qui ont conduit aux nombreux hold-up précédents.

En effet, ces élections se dérouleront sans une révision de la loi électorale et sans une Commission Electorale Indépendante, comme le demandent l'ensemble des forces politiques et la société civile camerounaise depuis plus de deux décennies ; ce qui ouvre la voie, comme par le passé, aux multiples fraudes et manipulations électorales au profit du régime au pouvoir.

Le Directoire de la Cameroon Patriotic Diaspora (CPD) note que depuis la tenue du simulacre de 'Grand Dialogue National' du 30 Septembre au 04 Octobre, dont l'objectif officiel était de 'd'examiner les voies et moyens de répondre aux aspirations profondes des populations du Nord-ouest et du Sud-ouest', la situation humanitaire et les violences se sont multipliées dans le Nord-ouest et le Sud-ouest, les éloignant chaque jour, un peu plus, d'un prochain retour à la

paix. Rappelons que cette guerre ignoble et stupide a déjà fait, selon les ONG, plus de 2.000 morts civils et militaires compris, 600.000 déplacés internes, 50.000 réfugiés, 200 villages détruits sans compter l'immense ressentiment que ces violences créent chez les victimes et qui mettra sans doute des décennies pour s'estomper. Les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, qui représentent 13 circonscriptions électorales pour les élections législatives et 60 pour les municipales sont, à ce jour, presque vidées de leurs populations. Ceux qui ont encore le courage d'y rester, soit ne sont pas inscrits sur les listes électorales ou ont simplement détruit ou jeté leurs cartes d'électeurs pour éviter les représailles des groupes armés séparatistes.

En plus, des villes et des villages entiers dans le NO-SO sont, à ce jour, entièrement contrôlés par des groupes séparatistes armés et échappent totalement au giron de l'Etat. Comment sera-t-il alors possible d'organiser des élections un tant soit peu crédibles dans le NO-SO dans ces conditions sécuritaires et humanitaires calamiteuses? Les réponses de Monsieur Biya à cette question nous intéressent !! La Cameroon Patriotic Diaspora (CPD) rappelle que la mascarade électorale du 07 octobre 2018 a déjà exclu la communauté anglophone qui n'a pas pu participer à la désignation du Président de la République du fait de la crise en cours.

La tenue des élections locales sans la participation des régions anglophones est une autre grande forfaiture qui donnerait définitivement le sentiment à nos frères du NO-SO qu'ils comptent pour quantité négligeable dans la construction et l'édification nationales, et confirmerait à leurs yeux le mépris et la marginalisation qu'ils dénoncent au quotidien, et qui constituent l'une des causes principales de la crise anglophone.

Pour la Cameroon Patriotic Diaspora (CPD), la grande priorité nationale aujourd'hui est de mettre fin à la crise dans le Nord-ouest et le Sud-ouest et de réconcilier les camerounais, afin que l'Etat retrouve la plénitude de ses prérogatives sur l'ensemble du territoire national, et non d'organiser une énième mascarade électorale qui aggraverait les lignes de fracture dans le pays.

La paix d'abord, les élections après ! La convocation du corps électoral par Monsieur Biya, sans avoir mis en œuvre la moindre résolution de son 'Grand Dialogue National' (« le cessez le feu, le retour des réfugiés et des déplacés, la création d'un statut spécial pour le NO-SO, l'accélération de la décentralisation... »), est la preuve que cette réunion qui a officiellement englouti une dizaine de milliards de FCFA n'était qu'une grande roubardise politique de la part du pouvoir.

Considérant ce qui précède, la Cameroon Patriotic Diaspora (CPD): Réitère que toute élection au Cameroun dans les conditions actuelles exclut la communauté anglophone de la république et consacre de facto la partition du pays; Dénonce fermement la tenue de toute élection au Cameroun sans un Dialogue national inclusif préalable, seul capable de créer le cadre indispensable à une résolution durable de la crise anglophone et de la crise institutionnelle dans lesquelles le Cameroun est plongé depuis des décennies; Prévient que toute tentative d'organiser des élections «au forcing» dans le NO-SO aggraverait incontestablement la crise anglophone, en engendrant une recrudescence des violences qui mettraient en danger les autorités administratives, les forces de défense et de sécurité, le personnel d'ELECAM et les populations civiles.

Le régime en portera la responsabilité; Réaffirme que ni la proclamation de l'état d'urgence, ni la réquisition de l'armée, ne pourront arrêter cette spirale infernale de la violence dans laquelle l'irresponsabilité notoire et la surdité criminelle de M. Biya ont plongé le Cameroun; Appelle toutes les forces patriotiques et progressistes à se retrouver pour élaborer ensemble une stratégie collective, dynamique, entraînant les populations et permettre ainsi d'empêcher la tenue de cette nouvelle mascarade électorale.

Il devient urgent la création d'un large front des forces démocratiques autour des priorités de l'heure qui sont le retour de la paix dans le NO-SO à travers un Dialogue National Inclusif et l'exigence de la réforme du système électoral avant toute élection.

Fait à Munich, ce 12 Novembre 2019 Pour le Directoire de la Cameroon Patriotic Diaspora (CPD), Etah EWANE Dr. Nadine LEMNYE Tene SOP

Coordonnateur Secrétaire aux Finances Secrétaire aux Affaires Politiques Moise Essoh
Secrétaire à la Communication

Contacts: camerdiasporaforum2017@gmail.com | Tel: +32 466 35 00 22|+ 49 176 80 56 75 71